**Quizz sur la dette**

(D’après le travail du « *collectif pour un audit citoyen* »)

*Dette, triple A, austérité... Vous avez le sentiment que les questions sont trop compliquées, qu’elles sont réservées à des experts. Pourtant vous pensez aussi que ce n’est pas aux peuples de faire les frais d’une crise dont ils ne sont pas responsables. Posons ensemble les bonnes questions, apportons-leur ensemble d’autres réponses de justice sociale et de responsabilité environnementale. C’est le sens de l’audit citoyen de la dette publique. Un premier pas simple et concret : remplissez ce questionnaire après l’avoir photocopié et faites le circuler autour de vous !*

*1. La dette publique provient :*

- D’une explosion des dépenses publiques.

- De recettes insuffisantes.

- Des chocs pétroliers.

*2. En « bon père de famille » l’État :*

- doit toujours chercher  à équilibrer ses comptes en faisant des économies: la « règle d’or » pour la réduction des déficits, c’est le bon sens.

- doit toujours chercher à réduire au maximum les dépenses publiques, pour cesser le matraquage fiscal sur les contribuables.

- peut décider d’augmenter ses recettes en augmentant les impôts.

*3. Chaque année, les intérêts de la dette publique absorbent :*

- La totalité des recettes de l’impôt sur le revenu.

- La moitié des recettes de l’impôt sur le revenu.

- La totalité des recettes de la TVA.

*4. Si entre 2001 et 2012, tous les pays européens avaient imité l’Allemagne, l’Europe irait bien mieux…*

- Vrai

- Faux

- Ni vrai ni faux

*5. En instaurant la « règle d’or », le nouveau traité européen imposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a :*

- Rassuré les marchés financiers et résolu la crise.

- Enfoncé encore plus l’Europe dans l’austérité.

- Permis de faire preuve de responsabilité et de courage.

*6. La BCE (Banque centrale européenne) prête aux banques privées à 1% (ou parfois 0%), qui re-prêtent aux États à 3%, voire bien plus, en empochant la différence.*

- Vrai.

- Impossible, ce serait trop gros comme arnaque.

- Vrai, et cela a toujours été comme cela.

*7. Si la Banque centrale prêtait aujourd’hui directement aux États, ça provoquerait :*

- De l’inflation.

- La plus grande crise économique jamais connue.

- Le désendettement mécanique des états.

8. *Après avoir sauvé les banques à coût de milliards en 2009 :*

- Les dirigeants européens et le G20 n’ont rien fait pour qu’elles arrêtent de spéculer.

- Les dirigeants + G20 ont exigé un changement radical de la gestion bancaire, avec une taxation sur toutes les transactions.

- Les dirigeants se sont rendus compte qu’ils pouvaient trouver rapidement de l’argent et ont décidé d’éradiquer pour de bon la pauvreté dans leurs pays.

*9. La politique de rigueur est :*

- Inéluctable : l’important est qu’elle soit équitable et frappe aussi les riches.

- Une belle arnaque pour enrichir les riches sur le dos des pauvres.

- Une solution provisoire mais nécessaire jusqu’au retour de la croissance.

*10. Il faut d’abord réduire la dette publique par la rigueur, on pourra ensuite relancer l’économie pour créer des emplois.*

- Vrai, mais il faut du courage et le sens des responsabilités pour l’admettre.

- Faux.

- Vrai, « le plaisir viendra à ceux qui auront goûté l’amertume ».

*11. Entre 1990 et 2010, les taux d’imposition (aux particuliers et aux entreprises) :*

* Ont augmenté
* Ont diminué
* Sont restés stables

*12. Les banques commerciales privées européennes se financent :*

- Auprès de la BCE

- Auprès d’autres banques commerciales

- À la Banque de France sans intérêt

*13. Quand une banque prête de l’argent, elle doit disposer sur son compte de:*

- 51% des fonds prêtés.

- 22% des fonds prêtés.

- 8% des fonds prêtés.

*14. Régulièrement, les deux premiers budgets de l’État sont :*

- L’éducation puis les intérêts de la dette.
- L’armée puis l’éducation.

- Les intérêts de la dette puis l’éducation.

*15. Nous vivons au-dessus de nos moyens :*

- C’est dur à admettre mais c’est malheureusement vrai.

- C’est faux. La France n’a jamais été aussi riche de son histoire.

- C’est vrai car l’absence de croissance a fortement amputé les recettes de l’état.

**Quizz sur la dette**

**Réponses argumentées**

1. *L’État serait endetté parce qu’il n’a pas su maîtriser ses dépenses…*

☛ FAUX : la part des dépenses publiques dans le PIB (la richesse nationale) était de 53% en moyenne dans les années 1990 (avec son point le plus haut en 1993 avec 55% du PIB), elle a stagné à ce même niveau dans les années 2000. En 2007, elles étaient de 52.3%. Malgré des besoins en augmentation, les prestations sociales et les services publics ont été rognés. Les vraies causes de l’envolée de la dette... il faut les chercher du côté des cadeaux fiscaux et de la crise provoquée par la finance.

1. *L’État devrait gérer son budget en « bon père de famille » et toujours chercher à équilibrer ses comptes en faisant des économies : la « règle d’or » serait du simple bon sens.*

☛ FAUX : contrairement à un père ou une mère de famille, l’État peut décider

d’augmenter ses recettes en augmentant les impôts ; en outre – cette fois comme un ménage – il a intérêt à s’endetter pour financer des investissements d’avenir.

1. *Chaque année les intérêts de la dette publique absorbent la totalité des recettes de l’impôt sur le revenu.*

☛ VRAI : Les intérêts versés aux créanciers, majoritairement des institutions

financières étrangères, s’élèvent environ à 50 milliards d’euros, tout comme le produit de l’impôt sur le revenu des personnes physiques.

1. *Si entre 2001 et 2012 tous les pays européens avaient imité l’Allemagne, l’Europe irait bien mieux.*

☛ FAUX : l’Allemagne est le seul pays européen qui a diminué ses salaires entre 2001 et 2012. Elle a exporté son chômage grâce à un énorme avantage compétitif. Si les autres pays européens avaient fait pareil, la consommation se serait effondrée en Europe, le chômage, les emplois précaires et les déficits auraient explosé.

1. *En instaurant la « règle d’or », le nouveau traité européen proposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy aurait rassuré les marchés financiers et résolu la crise.*

☛ FAUX : L’austérité ne rassure pas les peuples, ni même les marchés financiers

! Car tout le monde voit qu’elle provoque la récession et aggrave au bout du compte les déficits et la dette.

1. *La BCE (Banque centrale européenne) prête aux banques à 1%, les banques reprêtent aux États à 3% (voir plus) et empochent la différence.*

☛ VRAI : en effet le traité de Maastricht interdit à la BCE de financer

directement les déficits publics ; pour acheter des titres de la dette publique, la BCE doit les racheter aux banques. Celles-ci prêtaient en 2011 aux États à 3% (France), 6% (Espagne), 7% (Italie), 12% (Portugal)...

1. *Les néo-libéraux claironnent toujours que si la Banque centrale (re)prêtait directement aux États, cela provoquerait de l’inflation.*

☛ Malheureusement FAUX dans le contexte actuel: dans une période de chômage de masse, les prix et les salaires stagnent. C’est d’ailleurs dommage car un peu d’inflation serait utile pour soulager le poids de la dette.

1. *Après avoir sauvé les banques à coût de milliards en 2009, les dirigeants européens et le G20 n’ont malheureusement rien fait pour qu’elles arrêtent de spéculer.*

☛ Tout a continué comme avant, voir en pire : la spéculation sur les produits dérivés, notamment les fameux CDS (assurances contre le non remboursement de sa dette par un État) ; l’évasion dans les paradis fiscaux ; les distributions de bonus et de dividendes... La « moralisation du capitalisme » n’était qu’un mot creux.

1. *On entend souvent que la rigueur est inéluctable, et que l’important est qu’elle soit équitable et frappe aussi les riches.*

☛ Mais c’est totalement FAUX : pour réduire le fardeau de la dette, il y a d’autres politiques possibles: la monétisation (par achat direct de titres de la dette publique par la Banque centrale européenne), l’inflation, la taxation des intérêts, l’annulation de la partie illégitime de la dette, un prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes... C’est au débat démocratique d’en décider, pas aux financiers.

1. *Il faut d’abord réduire la dette publique par la rigueur, on pourra ensuite relancer l’économie pour créer des emplois.*

☛ FAUX : les politiques d’austérité ont enfoncé l’Europe dans la récession sans parvenir à réduire la dette (l’exemple de la Grèce étant le plus révélateur). Elles visent en fait à réduire non pas la dette mais les conquêtes sociales et les services publics. Elles bloquent les investissements de long terme, pourtant urgents pour créer des millions d’emplois, répondre aux besoins (petite enfance, dépendance, etc.) et initier la transition écologique sans laquelle nous irons dans le mur.

11. *Entre 1990 et 2010, les taux d’imposition (aux particuliers et aux entreprises) :*

 ☛ Ont fortement baissé : Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l’AN - juin 2010 : « Entre 2000 et 2009, le budget général de l’État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d’euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales,
les deux tiers étant dus aux baisses d’impôts ».

12. *Les banques commerciales privées européennes se financent* : Auprès de la banque centrale européenne (BCE), au [taux de 1% en 2011, 0,5% en 2013, 0% en 2016](http://fr.global-rates.com/taux-de-interets/banques-centrales/banque-centrale-europeenne/taux-de-bce.aspx)…

13. *Quand une banque prête de l’argent, elle ne doit disposer sur son compte* que de 8% des fonds prêtés (10,5% prévu en 2019). C’est *l’effet levier*. En revanche, elle encaisse les **intérêts sur la totalité de la somme avancée…**

14*. Régulièrement, les deux premiers budgets de l’État sont* : L’éducation (17% du PIB) puis les intérêts de la dette (11% du PIB), en 2015. Plus de détails sur le [portail du ministère des finances](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/budget-comptes-etat/budget-etat/essentiel/s-informer/quelles-sont-depenses-etat#.WJPCDvKjvcQ).

15. *Nous vivrions au-dessus de nos moyens…*

C’est entièrement faux car la richesse produite par l’économie française n’a jamais cessé d’augmenter, Il est donc tout à fait possible de financer les dépenses publiques. Par contre, depuis plusieurs dizaines d’années, les réformes fiscales des gouvernements, de gauche comme de droite, n’ont pas cessé de priver le budget public de ressources à travers la multiplication des cadeaux fiscaux aux plus riches et plus grandes entreprises. **Les recettes de l’Etat représentaient 13 % du PIB en 2015 (278.9/2181.1Mds) contre 22,5 % en 1982**. Les impôts progressifs ont vu leur part dans les recettes fiscales diminuer : l’impôt sur le revenu est devenu de moins en moins progressif, passant de 13 tranches à 5 entre 1986 et 2012, et son **taux marginal de 65 % à 41 %**. Sous l’ère Sarkozy les droits de succession ont été largement allégés, et le rendement de l’Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été fortement amoindri après la suppression du bouclier fiscal, en 2011. Les revenus financiers continuent à bénéficier de faibles taux d’imposition. Il faut ajouter à cela les quelque **500 niches fiscales dont le coût total était estimé à 145 milliards d’euros pour 2010**. L’impôt sur les sociétés a vu son taux passer de **45 % en 1989 à 33 % en 2012**. Depuis trente ans, les cadeaux fiscaux, à travers des méthodes d’« optimisation fiscale », profitent davantage aux multinationales qu’aux PME. Si bien que les petites entreprises paient le taux plein, alors que les plus grandes paient des taux allant jusqu’à 8 %, et même inférieurs. Cette situation est reconnue officiellement.

🡪 Les modalités du financement public doivent être au centre des débats démocratiques. L’imposition de l’austérité généralisée et ses coupes brutales dans les écoles, les hôpitaux, les tribunaux... n’est pas une fatalité. Il faut commencer par imposer une contre-révolution fiscale en Europe.

 *Si vous avez 14 ou 15 réponses justes : bravo ! vous avez fait l’effort de vous informer ailleurs qu’au journal de 20 h. Faites en profiter vos amis, collègues et voisins, en les emmenant débattre avec le collectif pour un audit citoyen de la dette publique.*

 *Si vous avez entre 10 et 13 réponses justes : bravo ! c’est un bon début, vous pouvez encore perfectionner vos connaissances en vous mobilisant avec le collectif pour un audit citoyen de la dette publique.*

 *Si vous avez moins de 10 réponses justes : bravo ! vous allez avoir la chance d’apprendre plein de choses intéressantes et inattendues en agissant avec le collectif pour un audit citoyen de la dette publique.*